

G.R.T. SCI
Société Civile
Siège social:
L-8480 Eischen,
24, cité Aischdall,

Constitution de société du 20 décembre 2016

Numéro 3158

L'an deux mil seize, le vingt décembre.

Pardevant Maître **Karine REUTER**, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur **Gilbert THIBO**, né le 26 décembre 1953 à Luxembourg, demeurant à L-8480 Eischen, 24, Cité Aischdall, et

2) Monsieur **Richard THIBO**, né le 11 avril 1981 à Luxembourg, demeurant à L-5243 Sandweiler, 25, an de Steekaulen.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile immobilière qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Article 1er

La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, l'acquisition, la vente, la location, la mise en valeur et la gestion d'immeubles pour compte propre, ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement et l'exploitation, pour autant qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société.

Article 2

La société prend la dénomination de « **G.R.T. SCI** ».

Article 3

La société est constituée pour une durée indéterminée.

Article 4

Le siège social est établi dans la commune d'Hobscheid. Il pourra être transféré en tout autre en droit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de la gérance.

Article 5

Le capital social est fixé à dix mille euros (10.000,00 EUR) représenté par cents (100) parts d'intérêts d'une valeur nominale de cents euros (100,00 EUR) chacune.

Article 6

La cession des parts s'opère par acte authentique ou sous seing privé en observant l'article 1690 du Code Civil. Les parts ne peuvent être cédées entre vifs à des associés ou des non-associés que suivant une décision unanime de tous les associés.

En cas de transfert pour cause de mort, les héritiers ou légataires de l'associé décédé doivent être agréés à l'unanimité des associés survivants. Cet agrément n'est cependant pas requis en cas de transfert aux héritiers légaux.

Article 7

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Article 8

Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du Code Civil. Dans tous les actes qui contiendront des engagements au nom de la société, les gérants devront, sauf accord contraire et unanime des associés, sous leur responsabilité, obtenir des créanciers une renonciation formelle au droit d'exercer une action personnelle contre les associés, de telle sorte que lesdits créanciers ne puissent intenter d'action et de poursuite que contre la présente société et sur les biens qui lui appartiennent.

Article 9

La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers légaux de l'associé ou des associés décédés.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou de plusieurs associés ne mettra pas fin à la société, qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite ou de déconfiture.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Article 10

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs associés-gérants nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leur pouvoirs et la durée de leur mandat.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un des associés-gérants, il sera pourvu à son remplacement par décision des associés.

Le ou les gérants ne pourront être révoqués que suivant une décision unanime de tous les associés.

Article 11

Le ou les associés-gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet ainsi que les actes de disposition.

Article 12

Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Article 13

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Article 14

Les associés se réunissent au moins une fois par an à l'endroit qui sera indiqué dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les associés-gérants quand ils jugent convenable,

mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts sociales.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours à l'avance et doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Article 15

Dans toutes les réunions, chaque part donne droit à une voix.

Les résolutions sont prises à l'unanimité des voix des associés présents ou représentés.

En cas de division de la propriété des parts d'intérêts entre usufruitiers et nu-propriétaires, le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Article 16

Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, quelqu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts ne sont prises que suivant une décision unanime de tous les associés.

Article 17

En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation de la société se fera par les soins du ou des associés-gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Le ou les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à toute autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Article 18

Les articles 1832 à 1872 du Code Civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2017.

SOUSCRIPTION ET LIBÉRATION

Toutes les cent (100) parts d'intérêts ont été souscrites comme suit :

1) Monsieur Gilbert THIBO , préqualifié,	50 parts
2) Monsieur Richard THIBO , préqualifié,	<u>50 parts</u>
TOTAL :	100 parts

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par apport en espèces de dix mille euros (10.000,00 EUR) qui se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

EVALUATION DES FRAIS

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de mille euros (1.000,-EUR). A l'égard du notaire instrumentant toutefois, toutes les parties comparantes sont tenues solidairement quant au paiement des dits frais, ce qui est expressément reconnu par toutes les parties comparantes.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Après que les Statuts aient été ainsi rédigés, les parties comparantes, pré qualifiées, ont immédiatement tenu une assemblée générale extraordinaire. Et, après avoir vérifié qu'elle a été régulièrement constituée, elles ont pris les décisions suivantes :

1. Le nombre de gérant est fixé à deux (2).

2. Est nommé :

- à la fonction de gérant technique pour une durée indéterminée:

Monsieur **Gilbert THIBO**, né le 26 décembre 1953 à Luxembourg, demeurant à L-8480 Eischen, 24, Cité Aischdall,

- à la fonction de gérant administratif pour une durée indéterminée:

Monsieur **Richard THIBO**, né le 11 avril 1981 à Luxembourg, demeurant à L-5243 Sandweiler, 25, an de Steekaulen.

La société est engagée, en toutes circonstances, y compris toutes opérations bancaires, par la signature individuelle du gérant administratif ou par la signature individuelle du gérant technique.

3. Le siège social de la Société est établi à L-8480 Eischen, 24, Cité Aischdall.

DONT ACTE,

Fait et passé à Luxembourg.

Date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signés :G. THIBO, R. THIBO, K.REUTER

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 23 décembre 2016

Relation : 2LAC/2016/27284

Reçu soixante-quinze euros

75.-

Le receveur :A. MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME
Luxembourg, le 30 décembre 2016